



HAL
open science

Préparer les réserves aux risques d'inondation

Frédéric Keck, Valerie November

► **To cite this version:**

Frédéric Keck, Valerie November. Préparer les réserves aux risques d'inondation. Presses du réel. Beltrame T. et Kreplak Y. Les réserves des musées – Ecologies des collections, pp.273-286, 2024, 978-2-37896-491-7. hal-04863610

HAL Id: hal-04863610

<https://enpc.hal.science/hal-04863610v1>

Submitted on 3 Jan 2025

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Keck F. et November V. (2024), Préparer les réserves aux risques d'inondation, in Beltrame T. et Kreplak Y. (eds) Les réserves des musées. Ecologie des collections, Paris, Les Presses du réel, pp. 273-286.

Une réunion de crise pour les musées

Ce vendredi 3 juin 2016, la Seine est en crue et l'eau continue à monter. Comme dans toute crise, les réunions se multiplient à différents niveaux et dans différents lieux. La situation est suffisamment préoccupante pour que le Ministère de la Culture ait réuni au Louvre tous les responsables des musées parisiens, afin d'échanger sur les mesures prises et à prendre. À 10h ce vendredi, le niveau de l'eau est de 5,94 m. Le Plan de Continuité Gouvernementale est activé en phase 1 (vigilance) depuis le 1er juin à 21h.

Autour de la table, l'ambiance est concentrée et on sent les responsables préoccupés. La ministre ouvre la séance en mentionnant « une situation dramatique ». Elle informe que les musées du Louvre et d'Orsay ont déjà déclenché leurs plans de crise et fermé, de façon préventive, leurs portes au public la veille. « On a l'espoir que le pic soit atteint aujourd'hui, dit-elle. On n'est plus dans l'exercice : on est dans la réalité. » La ministre fait allusion à l'exercice européen Sequana qui a eu lieu en Ile-de-France deux mois auparavant et qui simulait une crue de la Seine pour voir comment les différents acteurs concernés allaient réagir et se coordonner¹. Elle signale que cette crue bien réelle concerne beaucoup de monde, tant du côté des conservateurs du patrimoine que des visiteurs. Les restrictions des transports et la montée des eaux en amont du fleuve ont déjà des conséquences sur les agents qui ne peuvent plus se rendre sur leurs lieux de travail. La ministre évoque l'aide de volontaires. Avant de débiter le tour de table, elle précise toutefois : « on n'est pas certains si le pic est atteint. Il faut rester vigilants, il faut être prêts ». Le but de la réunion, selon elle, est d'échanger sur les établissements touchés, de faire remonter les préoccupations principales et de diffuser les informations sur la mise en œuvre des plans.

Le président du Musée du Louvre explique qu'ils ont conçu des plans d'inondation dès 2002 et qu'ils ont participé à l'exercice Sequana. Selon lui, ce qui fonctionne bien, ce sont les

¹ November, V. et Créton-Cazanave, L. 2017. *La gestion de crise à l'épreuve de l'exercice EU SEQUANA*. Paris: La Documentation Française.

plans d'évacuation. C'est pourquoi ils prennent des précautions 96 heures avant l'inondation physique du bâtiment. La cote atteinte hier en fin de matinée les a fait réagir. Il leur faut quatre jours pour organiser l'évacuation. « Cette nuit, dit-il, deux équipes ont travaillé à évacuer les réserves inondables, avec l'aide des Sapeurs-Pompiers de la Brigade du Louvre. Les œuvres du rez-de-chaussée et du premier étage ont été évacuées ». Il se demande cependant comment revenir à la normale pour garantir une réouverture rapide du musée. Par ailleurs, l'ensemble des œuvres conservées dans les 8600 m² du Musée du Louvre en zone inondable ne peuvent être évacuées en 72h, ce qui contraint à choisir parmi les objets ceux qui seront évacués en priori.²

Les gestionnaires de la Réunion des musées nationaux sont encore en vigilance et ont inspecté les sous-sols du Grand Palais à titre de prévention. Ceux d'Universciences déclarent qu'ils fermeront le Palais de la Découverte si l'eau y arrivait. Le Musée des Arts Décoratifs a mis en place une cellule de crise. Le Musée des Beaux-Arts informe que dans son bâtiment, le plus gros risque concerne le système informatique, et que ses œuvres avaient déjà été montées en 2002-2003. La BNF signale qu'elle a fermé son site à titre préventif. Ses œuvres seront transférées dans leur lieu de repli dès que le niveau atteindra 6 mètres. La Bibliothèque de l'Arsenal a remonté ses œuvres. La principale difficulté concerne le personnel qui n'arrive pas à rejoindre le site. La Bibliothèque restera fermée jusqu'à lundi, en fonction de la décision de la cellule de crise qui se tiendra juste après la présente réunion. Les craintes des administrateurs se concentrent sur la praticabilité de la dalle.

Illustration 1: carte des musées en zone inondable (modifié à partir du JDD).

Jusque-là, cette réunion semble assez caractéristique de la « culture du risque » en matière d'inondation. Ce terme désigne la place occupée par le risque dans les représentations collectives d'une population. Il est l'objet d'une démarche à travers laquelle les autorités locales ou nationales réunissent l'ensemble des acteurs concernés par le risque d'inondation d'un cours d'eau pour partager les informations sur les niveaux de risque en fonction des vulnérabilités, sur les moyens d'anticiper les conséquences et sur les comportements adaptés pour en limiter les dégâts. Depuis les années 1980, cette notion est utilisée par les autorités pour promouvoir une compréhension partagée de la gestion des risques, tout en interrogeant les raisons pour

² Cet épisode est le point de départ d'un film documentaire sur les réserves du Louvre intitulé « Le Louvre déménage ». http://www.film-documentaire.fr/4DACTION/w_fiche_film/61020_1. Il y avait en 2016 150'000 œuvres en zone inondable et 100'000 répartis dans 5 stockages externes (sur une collection qui en compte 620'000). Au total 250'000 objets ont été déménagés au Centre de Conservation du Louvre (CCL) à Liévin – déménagement qui se terminera en 2024.

lesquelles les acteurs concernés ne perçoivent pas le risque sur les lieux où ils habitent, malgré la répétition des inondations.³

Mais, lorsque le représentant de la Zone de Défense et de Sécurité de Paris prend la parole, c'est le coup de théâtre, et tous comprennent qu'ils sont en situation de crise. Il annonce qu'il vient de recevoir à l'instant un message urgent de Vigicrues, le service gouvernemental d'information en matière de risques de crue, l'informant qu'il fallait rectifier le niveau actuel de la Seine de + 30 cm ! Des capteurs cassés au point de mesure d'Austerlitz sont la cause de cette erreur dans les prévisions. Selon ce message, il faut désormais considérer un scénario à 6,50 m de hauteur, le niveau actuel pourrait être en réalité de 6,20 m. Son annonce est coupée d'exclamations de stupeur. Il faut revoir à la hausse toute la planification ! Le Chef d'Etat-Major Opérationnel tente de préciser toutefois que la décrue est amorcée en amont et que Paris affronte sans doute le plus gros de la crue en ce moment. Quelques questions sont encore posées, mais déjà chacun commence à donner des coups de fils à droite et à gauche pour réajuster les actions au plus vite. La Ministre demande des précisions sur la circulation de l'information. Le Haut Fonctionnaire de Défense et de Sécurité (HFDS) du ministère de la Culture lui répond que le site de Vigicrues vient de modifier les prévisions. Il rappelle également qu'il existe un « site de desserrement » pour chaque Ministère et qu'un certain nombre d'actions à entreprendre dépendent du seuil fixé. Il parle Plan de continuité d'activité, Plan de protection, etc. Mais le temps n'est plus aux grandes explications. La Ministre lève la séance sur ces nouvelles alarmantes⁴. La réunion s'est transformée en cellule de crise face à un événement imprévu. Finalement, le pic de crue a lieu le lendemain à 2h du matin et atteint 6,10 m⁵.

Pour saisir ce qu'il y a de nouveau dans cette scène, il faut comprendre, d'une part, en quoi les musées se distinguent des autres espaces exposés à des risques d'inondation, et en quoi, d'autre part, les risques d'inondation se distinguent des autres risques auxquels sont exposés les musées. La sociologie des risques permet de décrire comment les musées se préparent aux

³ Langumier, J. 2013 « Concerter, négocier, mobiliser. Retour critique sur la « culture du risque » à partir du Plan Rhône en France », in S. Revet éd., *Le gouvernement des catastrophes*. Karthala : 147-184. Voir aussi le rapport publié sur le site du Ministère de l'environnement et de la transition écologique : <https://www.ecologie.gouv.fr/sites/default/files/RAPPORT%20FINAL%20CULTURE%20DU%20RISQUE%20JUIN%202021-1.pdf>

⁴ Sources : prise de note lors de la réunion de crise au Louvre, vendredi 3 juin 2016 10h30-11h30 ; compte-rendu de l'observation collective de la cellule de crise du Secrétariat Général de la Zone de Défense et de Sécurité de Paris (SGZDS), du 31 mai au 6 juin 2016, projet Euridice.

⁵ CGEDD (2017), Rapport CGEDD n° 010743-01 et IGA n° 16080-R, Perrin F., Sauzey P., Menoret B., Roche P.-A., Inondations de mai et juin 2016 dans les bassins moyens de la Seine et de la Loire, Retour d'expérience, février 2017, www.aitf.fr/system/files/files/rapport_rex_juin_2016_interminist.pdf

inondations en déployant des savoirs et des pratiques pour protéger leurs réserves. Le monde des musées est intéressant pour la sociologie des risques parce que leurs collections relèvent de matérialités multiples, exposées à un grand nombre de risques, et parce que ceux qui y travaillent ne sont pas comparables aux habitants d'un lieu inondable mais déploient ordinairement des dispositifs de sécurisation multiples.

Les réserves des musées exposées aux risques

Le risque d'inondation est identifié seulement depuis 2002 par les autorités comme un problème majeur pour les musées parisiens. Cette année-là, la Préfecture de Police alerte pour la première fois plusieurs musées sur la menace que représente une crue centennale⁶. L'année 2002 marque en effet un tournant dans la prise de conscience des autorités de l'existence d'un réel problème liés aux crues de la Seine à Paris. Premièrement, il y a une alerte de type économique : pour la première fois, en 1998, les dégâts d'une crue de la Seine sont estimés à un minimum de 10 milliards d'euros par l'Institution interdépartementale des barrages-réservoirs du bassin de la Seine (IIBRBS, entre-temps devenu l'EPTB Seine Grands Lacs), un établissement public géré par Paris et par les conseils généraux de la petite couronne, et chargé de réguler le niveau du fleuve. Deuxièmement, l'arrivée en 2001 d'un nouveau préfet contribue à la mise à l'agenda des inondations. Fort de son expérience de directeur de la sécurité civile au ministère de l'intérieur en 1986 et 1987, puis de préfet de la Guadeloupe après le passage du cyclone Hugo en 1989, il décide, lors de son arrivée à la Préfecture de police, au printemps 2001, d'engager une véritable mobilisation pour faire face à ce « risque majeur ». Le préfet de police charge alors la secrétaire générale de la zone de défense de Paris de mettre en œuvre un dispositif de crise. Celle-ci déclare au journal *Le Monde* en 2002 qu'« il a d'abord fallu faire face à un certain scepticisme. L'heure était plutôt aux risques technologiques, type bogue de l'an 2000, ou à la crainte des attentats. (...) Tout le monde avait perdu la mémoire des grandes inondations après une trentaine d'années marquées par le manque d'eau, malgré une crue assez forte en 1982. »⁷ Cette amnésie explique, selon elle, pourquoi les réserves des grands musées nationaux étaient stockées dans des salles inondables⁸. Enfin, troisièmement, les inondations

⁶ Attard, I., M. Herbillon, M. Piron, et M. Rogemont. (2014). Rapport d'information déposé en application de l'article 145 du règlement, par la commission des affaires culturelles et de l'éducation sur la gestion des réserves et des dépôts des musées, n° 2474, déposé le 17 décembre 2014. Assemblée nationale.

⁷ Christophe De Chenay, « Paris redécouvre les risques d'une grande crue de la Seine », *Le Monde*, 30 novembre 2002.

⁸ De façon similaire, l'Hôpital Georges-Pompidou, inauguré en 2000 dans le 15^e arrondissement, a été construit sur un site qui ne le met à l'abri que d'une crue de l'ampleur de celle de 1924.

catastrophiques qui frappent l'Europe du Nord et en particulier l'Allemagne orientale durant l'été 2002, causent d'importantes pertes dans les réserves de musées, dont celui de l'Albertinum de Dresde⁹ ou encore à Prague.

L'alerte donnée par la Préfecture de Police en 2002 est suivie quelques années plus tard par l'adoption de la Directive Inondation par la Commission européenne (directive 2007/60/CE), qui introduit une nouvelle obligation dans le droit français, celle de réduire les conséquences dommageables de tous les types d'inondations pour la santé humaine, l'environnement, le patrimoine culturel et l'activité économique. Cette identification tardive est assez étonnante au vu de la série relativement régulière d'épisodes d'inondations dans cette région, conduisant certains historiens à ne pas trouver si « atypique » la crue de juin 2016¹⁰. Un regard rétrospectif sur le début du XXe siècle montre que la crue du 28 janvier 1910 à 8,62 m, qui a tant marqué les esprits et qui sert encore aujourd'hui de référentiel pour toute la modélisation hydrologique et la planification, est suivie par des épisodes de crue le 6 janvier 1924 (à 7,32 m), le 23 janvier 1955 (à 7,12 m), le 14 janvier 1982 (à 6,16 m) et le 24 mars 2001 (à 5,21 m), selon les mesures effectuées à l'échelle du Pont d'Austerlitz¹¹. On confirme ainsi un point central de la sociologie des risques : ce n'est pas parce qu'un risque est avéré qu'il est perçu par ceux qu'il concerne, il faut pour cela qu'il fasse l'objet de plusieurs problématisations pour intéresser un grand nombre d'acteurs¹². Comment, au sein de l'ensemble des risques auxquels ils sont exposés, les musées ont-ils finalement pris au sérieux le risque d'inondation ?

Le rapport parlementaire de 2014 sur la gestion des réserves des musées permet de répondre à cette question, car il aborde les problèmes que pose la sécurité des collections. On peut en effet distinguer certains risques qui peuvent conduire à la disparition d'objets des collections même s'ils existent encore en-dehors du cadre légal. Le rapport souligne que certaines réserves sont en situation d'« insécurité juridique » du fait de l'inadéquation des réserves disponibles pour stocker des collections en accroissement permanent et de l'incertitude sur le renouvellement de leur bail. Cette situation était à l'origine d'un projet de création d'un centre de réserves mutualisées à Cergy, qui devait regrouper plusieurs institutions : le Louvre,

⁹ Astrid Nielsen, « Exposer la sculpture dans l'Albertinum de Dresde : passé, présent et futur », Les Cahiers de l'École du Louvre [En ligne], 8 | 2016, mis en ligne le 01 mai 2016, consulté le 07 mai 2022. URL : <http://journals.openedition.org/cel/339> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/cel.339>

¹⁰ Garnier, E. (2016). Un éclairage historique sur l'inondation "atypique" de juin 2016 en Île-de-France. *Revue Risques-Les cahiers de l'assurance*, 107.

¹¹ <http://www.drie.ile-de-france.developpement-durable.gouv.fr/connaissance-et-prevision-des-crues-r258.html>

¹² voir notamment Callon, M., Lascoumes, P., & Barthe, Y. (2001). *Agir dans un monde incertain: essai sur la démocratie technique*. Paris: Seuil.

Orsay, le C2RMF, l'INP, le MNAM... Initié en 2008, le projet a été abandonné en 2012.¹³ Depuis, chaque musée a adopté sa propre stratégie : le Centre de conservation du Louvre, inauguré à Liévin en 2019, doit ainsi accueillir la plus grande partie de la collection, soit 250'000 œuvres¹⁴. Ces constructions des réserves répondent à une extension prévisible des collections.

Une autre forme d'« insécurité juridique » décrite dans la troisième partie du rapport de 2014 porte sur les œuvres spoliées pendant la Seconde Guerre Mondiale (Musées Nationaux Récupération ou MNR) et sur les objets acquis pendant la colonisation. Les premiers sont des risques juridiques à partir d'une situation passée alors que les seconds sont d'ordre diplomatique avec les États anciennement colonisés par la France, qui peuvent faire à tout moment une demande de restitution. La possibilité d'une déclassification de certains objets d'une collection pour les restituer à leurs propriétaires légitimes oriente le regard sur les réserves, car elle oblige les conservateurs à étudier la provenance des collections pour en garantir la propriété par l'État. Une demande de restitution ne porte pas seulement sur une période problématique de l'histoire des musées mais elle met en question toute la chaîne qui conduit les objets dans les réserves où ils sont conservés, depuis le collecteur qui les achète jusqu'au conservateur qui lui assigne un numéro. Ils peuvent alors établir une liste des objets susceptibles d'être restitués en fonction de l'incertitude sur leur provenance pour se préparer à répondre à une demande de restitution¹⁵.

Le rapport de 2014 aborde également des formes d'insécurité pour les objets que l'on peut dire plus matérielles. Le risque d'infestation des œuvres est connu depuis longtemps : il fut déjà au centre du chantier du déménagement du musée du Trocadéro dans les années 1930, et fait l'objet de mesures constantes à travers les traces sonores ou matérielles de la présence des insectes dans les objets¹⁶. Dans le cas des infestations, un certain niveau de risque est toléré pour permettre la coexistence entre les objets, les visiteurs et les insectes qu'ils peuvent porter. Le risque de manipulation des collections qui contiennent des substances toxiques comme le curare ou qui ont été rendues toxiques par les traitements de conservation entre aussi dans cette

¹³ Pour une description de ce choix, voir également de Wallens, A. (2009) « Vers un Centre national de conservation du patrimoine », *International Preservation News* 49 : 11.

¹⁴ Kerviel S. (2021), « À Liévin, le Louvre protège ses collections des crues de la Seine », *Le Monde*, 21 février 2021. https://www.lemonde.fr/culture/article/2021/02/17/a-lievin-le-louvre-remplit-son-devoir-de-reserve_6070208_3246.html, accédé le 1^{er} décembre 2021.

¹⁵ Voir Felwine Sarr et Bénédicte Savoy, *Rapport sur la restitution du patrimoine culturel africain. Vers une nouvelle éthique relationnelle*, <http://restitutionreport2018.com/>

¹⁶ André Delpuech, Christine Laurière et Carine Peltier-Caroff, *Les années folles de l'ethnographie : Trocadéro* 28-37. Paris, Publications scientifiques du Muséum national d'histoire naturelle, 2017 ; Tiziana N. Beltrame, « L'insecte à l'œuvre », *Techniques & Culture*, 68, 2017, 162-177.

catégorie des risques permanents¹⁷. Le risque d'incendie a une autre cinétique car il peut détruire instantanément toute une collection et impacte toutes les œuvres de la même façon. C'est pourquoi un PC incendie est installé à l'entrée de la plupart des musées pour observer les signaux de départ de feu. Mais en cas d'inondation, l'exposition des collections est plus lente et différenciée, ce qui laisse le temps d'évacuer les objets, tout en obligeant à prioriser certains objets plutôt que sur d'autres en fonction de leur exposition au risque.

La différence entre le risque d'incendie et le risque d'inondation est également spatiale. Comme un incendie a une source et un périmètre précis, les dispositifs de prévention humains et techniques (sprinklers dans les salles d'expositions, PC de surveillance à l'aide de caméras) permettent d'intervenir avant que le feu ne s'étende. Au contraire, le risque d'inondation est systémique, c'est-à-dire que la montée progressive des eaux entraîne une cascade de conséquences contribuant à bloquer les citoyens dans leurs déplacements, à ralentir les commerces dans leur approvisionnement, à dégrader la situation pour les opérateurs d'importance vitale (transports, énergie, communication). La nature systémique des inondations est difficile à appréhender car elle met les acteurs de la gestion de crise devant des situations d'incertitude et de surprise, sans savoir par avance comment la situation va évoluer¹⁸. On ne peut pas alors se confier seulement à des dispositifs de prévention des risques mais il faut préparer les acteurs concernés à gérer l'incertitude. Dans le cas des demandes de restitution comme dans le cas des inondations, les acteurs doivent apprendre à gérer plusieurs risques en même temps. Ce passage du risque unique au risque multiple est comparable au passage en santé publique des épidémies maîtrisées par la vaccination aux virus pandémiques dont les conséquences sont imprévisibles¹⁹.

La réunion de crise pour la crue de 2016 s'inscrit dans une gestion de l'urgence qui arrive dans les musées par les milieux humanitaires et militaires. L'ICOM a ainsi institué en 2019 un comité pour la gestion des désastres et des risques, qui doit notamment aider les musées des pays dont le patrimoine est menacé par des catastrophes naturelles ou des conflits militaires. Le Museum Emergency Program vise à « planifier des situations d'urgence comme les tremblements de terre, les incendies, les inondations, les ouragans et les destructions de

¹⁷ Voir le numéro spécial de la revue *Trouble dans les collections* dirigé par Lotte Arndt, « Les survivances toxiques des collections coloniales » (<https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-03371969/document> <https://troublesdaVoir.le.numéro.nslcollections.fr/2246-2/>) et l'article de Vincent Saporito dans ce volume.

¹⁸ Reghezza-Zitt, M. 2019. "Gestion de crise et incertitude (s) ou comment planifier le hors-cadre et l'inimaginable. Application aux crises résultant de crues majeures en Île-de-France." *Annales de géographie* (2):5-30.

¹⁹ Lakoff A. 2017 *Unprepared: Global Health in a Time of Emergency*, Oakland, University of California Press ; Keck F. 2020 *Les sentinelles des pandémies. Chasseurs de virus et observateurs d'oiseaux aux frontières de la Chine*, Bruxelles, Zones sensibles.

guerre »²⁰. Comment ces formes spectaculaires de gestion des désastres qui font l'objet de traitement médiatiques quand elles se déroulent sur des scènes de conflit entrent-elles dans la vie ordinaire des musées ?

Un risque d'inondation intégré à la vie d'un musée

En 2016, le musée du quai Branly n'a pas eu besoin d'évacuer ses œuvres comme les autres musées situés en bord de Seine. Inauguré dix ans plus tôt, il a intégré architecturalement le risque de crue centennale dès sa conception. Le musée est entouré d'un mur anti-crue qui protège le jardin contre la montée des eaux de la Seine, et des batardeaux peuvent être remontés aux différents points d'entrée. Une paroi moulée en argile absorbe la montée de la nappe phréatique, et des détecteurs de fuite sont installés dans toutes les réserves situées en sous-sol. La crue de la Seine en 2016 a favorisé de petites entrées d'eau dans les réserves, mais les services en charge du bâtiment considéraient que la paroi « s'exprimait ». Les représentants du musée à la réunion du Ministère de la Culture n'exprimaient pas d'anxiété mais pouvaient conseiller leurs collègues sur les mesures d'évacuation.

Comme la plupart des autres musées, le musée du quai Branly s'est doté d'un plan de prévention des risques inondations (PPRI) qui indique les mesures à prendre en cas de crue de la Seine²¹. Il suit les indications de Vigicrue sur les niveaux du fleuve au Pont d'Austerlitz. Dans le PPRI, la crue de 2016 est rapportée à un niveau de 6,10 m qui indique une alerte orange selon Vigicrue, avec fermeture complète des voies sur berge. Pour une crue de plus de 8 m comme celle de 1910, les plans prévoient la défaillance des systèmes d'électricité, de chauffage et de refroidissement. La lenteur de la montée des eaux laisse aux services de gestion des collections environ sept heures pour évacuer les œuvres les plus fragiles. Le plan d'intervention graduée prévoit une phase d'éveil jusqu'à 5,50 m de hauteur de la Seine au pont d'Austerlitz, une phase de mobilisation jusqu'à 6,60 m, une phase d'intervention jusqu'à 7,10 m et enfin une phase d'urgence. Dans la première phase, le musée est évacué, les transferts d'œuvres à l'intérieur du musée sont suspendus et les volontaires sont réunis pour l'évacuation. Dans la

²⁰ <https://icom.museum/en/our-actions/heritage-protection/emergency-preparedness-and-response/> Cf. aussi Vincent, F. 2012 « Conservation préventive et développement durable. La Lettre de l'OCIM ». Musées, Patrimoine et Culture scientifiques et techniques 140 : 27-31

²¹ <https://mediatheque-numerique.inp.fr/Bibliographies/Le-plan-d-urgence-du-musee-dans-le-cadre-du-PPRI> ; <https://www.quaibrantly.fr/fr/collections/vie-des-collections/autour-des-collections/regie-des-collections/plan-de-prevention-contre-les-inondations/>

seconde, le système électrique est basculé sur un tableau général basse tension prévu spécialement pour les évacuations, de façon à alimenter les ascenseurs.

Illustration 2 : exercice d'évacuation

Les œuvres sont alors transportées sur des chariots depuis les réserves en sous-sol jusqu'au plateau des collections situé au premier étage du musée. L'évacuation est organisée par la direction du musée qui a recruté des volontaires par un formulaire d'engagement où ils indiquent si leur habitation est située en zone inondable et s'ils doivent utiliser les moyens de transport pour rejoindre le musée. La direction de la gestion des collections a pris conscience lors d'un exercice réalisé en 2017 du fait que parmi tous les personnels du musée qui s'étaient initialement déclarés volontaires, seul un petit nombre d'entre eux pourraient venir au musée si la crue avait lieu en dehors de leur temps de travail. Les volontaires sont formés à l'occasion d'exercices d'évacuation qui ont lieu chaque année, et qui portent sur des collections différentes. L'un concerne l'évacuation des collections d'œuvres muséales, l'autre celle des documents de la médiathèque. Ces exercices sont présentés comme des jeux où plusieurs scénarios sont envisagés de façon à tester les réactions des volontaires. Ils sont aussi l'occasion de découvrir des aspects du musée qui pourraient compromettre l'évacuation : ainsi un des ascenseurs, trop proche des cuisines du restaurant, doit être fermé avant le début de l'exercice car les objets risquent d'y être contaminés par des bactéries contenues dans les aliments.

L'exercice, qui dure quelques heures, vise à mesurer le temps qu'il faut à du personnel qui ne travaille pas à la régie des collections pour effectuer ces gestes de manutention auxquels ils ne sont pas habitués. Pour les personnes travaillant au musée, c'est une occasion rare d'entrer en contact direct avec les œuvres et non derrière une vitrine ou un écran, car ils n'ont ordinairement pas accès aux réserves²². C'est pourquoi ils font des blagues sur les objets en les comparant à des patients qu'il faut évacuer vers un hôpital²³. Alors que dans les exercices de préparation à un tremblement de terre ou à une coulée de boue en Amérique du Sud, les participants se plaignent du manque de réalisme du scénario par rapport à leur expérience de

²² Roustan M. 2016 « Des clefs des réserves aux mots-clefs des bases de données. Mutations du rapport aux objets pour les conservateurs du MAAO au musée du quai Branly. » in C. Hottin et C. Voisenat, *Le tournant patrimonial. Mutations contemporaines des métiers du patrimoine*, Paris, Editions de la MSH : 117-139.

²³ Ces observations sont basées sur une participation à un exercice en 2015 au musée du quai Branly. Nous avons par ailleurs pu consulter le PPRI qui est un document interne, et remercions Jérôme Bastianelli, directeur général délégué adjoint du musée, de son autorisation.

ces catastrophes²⁴, les conservateurs du musée du quai Branly parlent plutôt de l'exercice comme un moment « réaliste », au sens où ils perçoivent davantage la matérialité des collections lorsqu'ils imaginent leur inondation possible qu'au travers des bases de données à travers lesquelles ils gèrent à distance leur circulation²⁵. Alors que certains conservateurs du Louvre à l'époque du projet du déménagement des réserves à Liévin refusaient l'externalisation des collections en soulignant qu'elle allait les éloigner de leurs collections, la prise en compte du risque d'inondation permet aux conservateurs du musée du quai Branly de mieux sentir la vulnérabilité des objets. L'évacuation des œuvres et des documents d'un musée produit ainsi ce que l'anthropologue Daniel Fabre appelle des « émotions patrimoniales » liées au risque d'inondation. Ces émotions varient en fonction de la valeur attribuée aux objets patrimoniaux. Comme l'écrit Anna Luso (2013), lors de l'inondation de Florence en 1967, les étudiants volontaires qui affluèrent vers la ville eurent des expériences différentes selon qu'ils nettoyaient une église de la boue ou sauvèrent des manuscrits précieux de la Bibliothèque Nationale²⁶.

Au musée du quai Branly, cette dichotomie semble renversée parce que le cœur de la collection est différent. Les volontaires préfèrent venir pour les exercices d'évacuation d'objets que pour l'évacuation des documents parce qu'ils voient moins souvent les objets. L'exposition au risque d'inondation détermine aussi la valeur des objets, comme le montre le classement PPRI. Les objets considérés comme plus fragiles, plus anciens ou plus rares, comme les masques en bois ou les objets en écorce, sont classés PPRI 1, ce qui concerne environ 3% de la collection : ils sont placés au plus près de la sortie dans les réserves. Les objets plus résistants à l'inondation (fabriqués en pierre) ou plus ordinaires, classés PPRI 2 ou 3, sont placés au fond des réserves²⁷. La direction de la gestion du musée estime qu'il faut sept heures pour évacuer les objets classés PPRI 1, deux jours pour les PPRI 2 – les PPRI 3 n'ont tout simplement pas de place dans l'évacuation car ils peuvent résister à l'eau. Le risque d'inondation transforme ainsi la catégorisation des objets alors que le risque d'incendie, du fait qu'il oblige à réduire la quantité d'oxygène dans les réserves, transforme plutôt les conditions de travail des agents du musée.

²⁴ Revet, S. 2013 « 'A small world': ethnography of a natural disaster simulation in Lima, Peru. » *Social Anthropology/Anthropologie Sociale* 21, n°1: 1–16.

²⁵ Pour rendre plus perceptible le risque d'inondation, une série de projets de réalité virtuelle ont été lancés. Voir notamment Mercantini, J.-M. et Charpentier M. (2019). « Musées Résilients aux Inondations (MRI): Modélisation d'un musée type et simulation d'un scénario d'inondation en réalité virtuelle », *Rapport de recherche*. Laboratoire d'Information et Systèmes (LIS), Association des Villes Euro-méditerranéennes (AVEC), Institut de Prévention et de Gestion des Risques (IPGR).

²⁶ Luso, A 2013 « *Salvare il possibile* : L'inondation de Florence en 1966 ». In D. Fabre, *Émotions patrimoniales*. Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'homme : 261-281.

²⁷ Voir le chapitre 6 de la thèse de T.N. Beltrame, *Ethnographie de la patrimonialisation. Numériser, inventorier et classer la collection du musée du quai Branly*, soutenue à l'Université de Paris-Nanterre en 2012.

L'évacuation des collections muséales implique ainsi que les volontaires vivent avec les œuvres dans un temps d'exception. Une « base de vie » est prévue dans la cantine du musée, où il faut regrouper les biens non périssables, approvisionner les volontaires en boissons chaudes et en eaux minérales en lien avec les commerces du quartier, installer éventuellement des douches et des sanitaires autonomes en cas de prolongation de la crise. Il semble, à la lecture du PPRI, que les volontaires ne savent pas pour combien de temps ils s'engagent à vivre ainsi avec les collections. Plusieurs scénarios de retour à la normale sont prévus en fonction de l'étendue des dégâts causés par la montée des eaux. Dans le pire scénario, le musée est fermé pour plusieurs mois, ses sous-sols inondés, les réseaux interrompus et le personnel ne peut pas revenir avant plusieurs mois. Une cellule de communication doit alors évaluer les dégâts, et le service des expositions doit entrer en contact avec les prêteurs pour coordonner la relivraison des œuvres. En cas d'inondation, en effet, les œuvres prêtées pourraient être exposées plus longtemps que le contrat ne le prévoyait, mais ce risque est inclus dans le contrat sous forme d'assurance.

À travers ces scénarios et ces exercices, le risque d'inondation entre dans la vie ordinaire du musée. Même s'ils n'ont lieu qu'une fois par an, ils orientent l'attention des conservateurs vers un événement possible et en réorganisent les classifications. Ce travail d'orientation de l'attention fait l'objet de contestations. Les réserves ayant été constituées rapidement au moment du déménagement des collections du musée de l'Homme au musée du quai Branly au début des années 2000, les conservateurs ont demandé à les reclasser non pas en fonction du PPRI mais en fonction de leur provenance de façon à sortir de l'urgence de la période de fondation. Cette revendication vise à redonner aux réserves un statut de sources de savoir et non seulement de matérialité vulnérable, afin de répondre éventuellement à des demandes de restitution. Seule une des deux réserves d'objets en provenance de l'Océanie, la plus petite du musée du quai Branly, a fait l'objet, jusqu'à présent, d'un reclassement complet²⁸. La classification par provenance se surajoute à la classification PPRI ; cependant, toutes deux répondent à des risques que l'on peut qualifier de systémiques, car ils concernent l'ensemble du musée et obligent les conservateurs à organiser différemment leur narration sur les œuvres, en articulant le temps long de la provenance et le temps court de l'exposition.

Conclusion

²⁸Voir l'article de Vincent Saporito dans ce volume.

Pour des sociologues qui ont observé la gestion des risques dans d'autres espaces comme des cellules de crise, des hôpitaux, des fermes ou des laboratoires, les réserves des musées sont des lieux particulièrement intéressants car les acteurs en charge de la conservation et de la manipulation des objets font face à une multitude de risques du fait de la complexité juridique et matérielle de leurs collections. Observer une réunion de crise impliquant des gestionnaires des musées pour coordonner la gestion de la crue de juin 2016, comme nous l'avons fait en ouverture de ce chapitre, nous a déplacés de nos terrains de recherche habituels pour entrer dans la « culture des risques » propre aux musées. Mais nous avons été surpris de voir également comment des formes de gestion des risques en urgence sont arrivés dans les musées pour prendre en compte justement les risques multiples en fonction de la cinétique et de l'espace de leur réalisation. C'est pourquoi nous avons cherché à décrire comment les exercices d'évacuation des œuvres en cas d'inondation conduit les agents des musées à percevoir autrement la réalité des réserves, c'est-à-dire à la fois la matérialité des objets et l'organisation de leurs classements. Les exercices d'évacuation sont ainsi une épreuve de réalité pour la culture du risque qui entre progressivement dans les musées, car ils rendent plus réelle la fonction des réserves dans la vie ordinaire des musées. Nous avons aussi vu le temps qu'il a fallu pour que les musées prennent au sérieux le risque d'inondation, celui-ci ayant fait l'objet d'une amnésie collective d'une trentaine d'années. Il a été finalement mis à l'agenda suite à des événements marquants (catastrophes et obligations réglementaires) qui l'ont fait définitivement entrer dans les préoccupations liées aux réserves.

Le 31 mai 2016, la responsable du pôle conservation-restauration du musée du quai Branly se rendit au musée Girodet de Montargis, dont les réserves furent inondées par la crue du Loing pendant 72 heures. Plus de 3000 œuvres sur les 5000 de la collection comportant notamment des tableaux du XVIIe au XIXe siècle étaient touchées. Les œuvres furent transférées dans les salles des coffres de l'hôtel communautaire transformées en réserves temporaires, et un chantier d'évaluation des dommages fut entrepris en vue de leur restauration, pour un montant estimé à trois millions d'euros²⁹. Ce jour-là, le risque d'inondation n'était pas qu'un exercice, et la solidarité entre les musées n'était pas encore l'objet d'une réunion ministérielle de crise.

²⁹ <https://tribune-assurance.optionfinance.fr/dommages-responsabilite/le-musee-de-montargis-sauve-des-eaux.html>